

Changement climatique et sécurité alimentaire en Afrique : deux dimensions d'un même combat

La crise climatique est aujourd'hui au centre des préoccupations politiques au niveau mondial. Mais si l'on s'inquiète de l'élévation des températures et de la dégradation de la biodiversité, les enjeux de sécurité alimentaire en Afrique semblent passer au second plan. L'ONG GRAIN vient de publier un [rapport](#) – dont nous reproduisons des extraits ci-dessous – qui appelle justement à lier les deux sujets. Il met en évidence que l'accroissement continu du déficit alimentaire africain constitue un danger pour la sécurité alimentaire du berceau de l'humanité d'autant plus grand que, depuis les épisodes de crise alimentaire de 2007/08, la communauté internationale n'a rien entrepris pour accroître la stabilité des marchés agricoles internationaux et les rendre donc moins tributaires de chocs climatiques. Les auteurs de rapport appellent ainsi à sortir de la « décennie perdue » et cherchent à mettre en avant les initiatives prises par différents pays pour diminuer leur dépendance aux importations de produits agricoles et alimentaires, importations d'autant plus contestables quand on mesure le potentiel productif agricole de l'Afrique.

Le déficit alimentaire africain s'accroît et le changement climatique démultiplie les risques

Sans s'appesantir sur le passé, ce rapport dresse un constat indubitable : « **une grande partie de l'Afrique est désormais fortement tributaire des importations pour sa sécurité alimentaire** ». Le déficit alimentaire en Afrique sub-saharienne se chiffre à plus de 11 milliards de dollars par an d'après la FAO¹, et la tendance est pour beaucoup à un renforcement de cette dépendance, puisque « la Banque Africaine de Développement prévoit que les importations nettes de produits alimentaires de l'Afrique tripleront d'ici 2025, pour atteindre plus de 110 milliards de dollars ».

Pour les auteurs, **il est donc important que l'Afrique cesse de s'appuyer sur des importations peu chères de produits agricoles venant d'autres pays**. La réduction de ces flux entraînerait une baisse des émissions de gaz à effet de serre. **L'Afrique dans son ensemble n'étant responsable que de 4% des émissions de GES dans le monde, l'action en faveur du climat doit nécessairement provenir des pays industrialisés.**

¹ <http://www.fao.org/3/I9542FR/i9542fr.pdf>

Et cela sous-entend un virage radical dans l'orientation prise jusqu'à aujourd'hui. Comme le souligne le rapport, en Afrique « on peut arriver à l'autosuffisance alimentaire grâce au soutien des gouvernements à la production locale, et non pas grâce aux entreprises agro-industrielles et au commerce international ». En effet, depuis une dizaine d'années l'investissement privé a été érigé en solution ultime pour le développement. Le résultat aujourd'hui est explicite, **il s'agit d'une « décennie perdue » pendant laquelle les productions locales se sont au contraire dégradées**. Il s'agit donc aujourd'hui d'en revenir aux accords de Maputo pour que les 10% de budget national que les pays se sont engagés à investir dans l'agriculture soient dirigés en faveur des populations rurales et l'utilisation de moyens adaptés au sol africain.

Des exemples porteurs d'espoir

Malgré tout, des alternatives sont déjà à l'œuvre et le rapport publié par l'ONG GRAIN rapporte des exemples intéressants de politiques d'autosuffisance réussies en Afrique avec notamment le cas du Mali. **Suite à la crise alimentaire de 2007/2008, une plateforme nationale du riz a été mise en place qui a poussé le gouvernement à limiter les importations, à donner plus de moyens aux producteurs locaux et à fournir les réserves nationales uniquement avec du riz local**. Cela a permis au Mali d'atteindre ses objectifs d'autosuffisance en riz.

Ailleurs en Afrique, d'autres initiatives ont émergé avec plus ou moins de réussite. Le Nigéria et la Côte d'Ivoire ont également imposé des droits de douanes sur le riz afin d'encourager la production nationale. Néanmoins, ces deux pays ont également souhaité s'appuyer sur le secteur privé, qui recevait des quotas d'importations à droits réduits en échange d'investissement dans les filières rizicoles locales. **Cette confiance accordée aux entreprises s'est malheureusement soldée par des abus qui ont empêché d'atteindre pleinement les objectifs**.

Au final, la lecture de ce rapport montre bien que les pays africains font face à un dilemme : se soumettre aux prix de dumping internationaux pour donner accès à la population urbaine à des importations à prix bas au dépend des campagnes et du développement agricole ; ou mettre en place les bases d'un développement endogène quitte à faire supporter à leur population des prix alimentaires plus élevés mais beaucoup plus stables en moyenne. Les gouvernements peuvent bien sûr potentiellement combiner les deux options, mais la signature d'accords de libre-échange et la pression de certaines institutions internationales contraignent les possibilités.

Surtout, **les règles de l'OMC ne reconnaissent toujours pas comme légitime les politiques de stockage alimentaire à visée stabilisatrice**. Et la croyance dans l'auto-régulation des marchés – leur caractère stabilisateur – et la crise du multilatéralisme empêchent pour l'heure toute initiative visant à davantage de coopération pour renouer avec l'esprit des accords internationaux sur produit de base. Ainsi, alors que le second des objectifs de développement durable vise la faim zéro à horizon 2030, **le creusement du déficit alimentaire africain et la perspective d'une grave sécheresse chez un grand pays producteur de céréales font penser à d'une poudrière exposée à une étincelle. On ne peut que rejoindre l'ONG GRAIN dans son constat d'une décennie perdue : le changement climatique impose de repenser la sécurité alimentaire mondiale**.

Christopher Gaudoin

La souveraineté alimentaire est la seule solution au chaos climatique pour l'Afrique

La convergence de la crise climatique et de la hausse des importations de produits alimentaires en Afrique mène tout droit à la catastrophe. À moins que des mesures ne soient prises pour mettre en place des systèmes alimentaires locaux et supprimer la dépendance croissante vis-à-vis des importations de céréales et d'autres aliments de base, l'Afrique connaîtra des répliques multiples et plus graves de la crise alimentaire de 2007-2008, qui avait provoqué des émeutes de la faim sur tout le continent. Les gouvernements africains et les bailleurs de fonds ont perdu les dix dernières années à mettre en œuvre des politiques et des programmes ratés qui visaient à soutenir les entreprises agro-industrielles, alors qu'ils ne faisaient pas grand-chose pour s'opposer efficacement aux entreprises qui se débarrassent de leurs excédents alimentaires et entraînent une augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre et une destruction de la biodiversité. À présent, les mouvements pour la justice climatique et les producteurs alimentaires africains doivent unir leurs forces pour éliminer la dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires et parvenir à la souveraineté alimentaire sur le continent pour faire face à la crise climatique.

Pour l'Afrique, la crise climatique est une crise alimentaire

Les prévisions concernant l'alimentation en Afrique au cours des prochaines décennies sont inquiétantes. Le continent aura besoin de plus de denrées alimentaires pour faire face à une population croissante qui, selon les Nations Unies, passera de 1,2 milliard à 1,7 milliard d'individus au cours de la prochaine décennie². Mais, à mesure que la demande en produits alimentaires augmentera, les effets croissants du changement climatique rendront la production alimentaire plus difficile sur le continent. On estime que le réchauffement climatique pourrait entraîner une réduction de 10 à 20 % de la production alimentaire globale de l'Afrique³.

Si rien n'est fait pour inverser la tendance, les importations de produits alimentaires de l'Afrique vont monter en flèche. La Banque africaine de développement prévoit que les importations nettes de produits alimentaires de l'Afrique tripleront d'ici 2025, pour atteindre plus de 110 milliards de dollars⁴. Les Nations Unies prévoient que l'Afrique ne couvrira que 13 % de ses besoins alimentaires en 2050⁵.

Les pays africains sont déjà bien conscients de la vulnérabilité dans laquelle les laisse cette dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires. En 2007, une série de chocs climatiques en Asie a déclenché une cascade d'actions qui ont fait monter le prix du riz sur le marché

² Nations Unies, « Population 2030 : Demographic challenges and opportunities for sustainable development planning », 2015 :

<https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/trends/Population2030.pdf>

³ PNUF, « Africa's Adaptation Gap : Climate-change impacts, adaptation challenges and costs for Africa », novembre 2013 : <https://climateanalytics.org/publications/2013/africas-adaptation-gap-climate-change-impacts-adaptation-challenges-and-costs-for-africa/>

⁴ BAD, « Stratégie Nourrir l'Afrique », https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Feed_Africa_-_Strategie-Fr.pdf

⁵ Richard Munang et Jessica Andrews, « L'Afrique face au changement climatique », AfriqueRenouveau, 2014 : <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/%C3%A9dition-sp%C3%A9ciale-agriculture-2014/l%E2%80%99afrique-face-au-changement-climatique>

international, avec des effets d'entraînement sur les autres céréales. L'Afrique, qui représente environ un tiers des importations mondiales de riz et de blé, a été durement touchée. La hausse des prix était trop lourde pour que des millions d'Africains puissent l'absorber et des émeutes de la faim ont éclaté sur tout le continent, de Ouagadougou au Caire, de Maputo à Abidjan et de Dakar à Nouakchott. À Nairobi, une manifestation contre la hausse des prix des produits alimentaires pour les denrées de base, appelée « révolution Unga » (révolution de la farine de maïs), a débuté en 2008 et s'est poursuivie jusqu'en 2011⁶.

Le changement climatique multipliera les flambées des prix mondiaux des produits alimentaires et fera monter les prix internationaux des denrées de base. Prenons l'exemple du maïs, l'un des produits agricoles les plus vendus dans le monde et un aliment de base important pour une grande partie de l'Afrique. Jusqu'à récemment, les rendements du maïs étaient relativement stables dans les principales régions productrices de maïs du monde et les réductions de rendement induites par le climat étaient rares. Mais, avec le réchauffement de la planète, les risques d'importantes pertes de récoltes augmentent, tout comme les risques que des pertes de récoltes interviennent simultanément dans les grandes régions exportatrices de maïs, telles que l'Amérique du Nord et le Cône Sud de l'Amérique latine. Des chercheurs du département des sciences de l'atmosphère des États-Unis estiment que la probabilité d'importantes pertes de production simultanées dans les grands pays exportateurs de maïs au cours d'une année donnée est pratiquement nulle dans les conditions climatiques actuelles, mais s'élève à 7 % avec un réchauffement de 2 °C et à 86 % avec un réchauffement de 4 °C.⁷

Si un ensemble de chocs météorologiques isolés et lointains ont suffi à provoquer des émeutes de la faim en 2007-2008, on peut imaginer à quoi cela pourrait ressembler dans les décennies à venir, si la crise climatique s'intensifiait et si des centaines de millions d'Africains supplémentaires dépendaient des importations de produits alimentaires de base. Il s'agit d'une crise en cours, à une échelle gigantesque, qui exige une action immédiate.

L'autosuffisance alimentaire revient à l'ordre du jour

La dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations de produits alimentaires est un phénomène récent. Dans les années 1980, sous la pression des anciennes puissances coloniales et des agences de prêt multilatérales, les gouvernements africains ont abandonné les systèmes agricoles et alimentaires locaux, ouvert la porte aux importations massives et aux livraisons d'aide humanitaire de céréales et autres denrées de base, et alloué le reste des aides publiques à l'exportation de quelques cultures de rapport (coton, café, cacao, huile de palme, caoutchouc, etc.). C'est ainsi que, entre 1980 et 2007, la production alimentaire de l'Afrique n'a pas suivi la croissance démographique et son déficit alimentaire a augmenté en moyenne de 3,4 % par an. Au cours de cette période, le solde des exportations et des

⁶ Reuters, « Kenyan police fire tear gas at food protesters », juillet 2011 :

<https://gulfnews.com/world/oceania/kenyan-police-fire-tear-gas-at-food-protesters-1.835117>

⁷ Michelle Tigchelaar et al. « Future warming increases probability of globally synchronized maize production shocks », PNAS, mai 2018 : <https://www.pnas.org/content/pnas/115/26/6644.full.pdf>

importations de produits agricoles de l'Afrique est passé d'une situation à l'équilibre à un déficit de 22 milliards USD.⁸

Il est important d'être conscient du fait que la majorité de ces importations alimentaires concerne des aliments de base, en particulier des céréales telles que le riz, le maïs et le blé, ainsi que des produits laitiers et de la viande, ce qui signifie qu'une grande partie de l'Afrique est désormais fortement tributaire des importations (et/ou de l'aide alimentaire) pour sa sécurité alimentaire.⁹ De plus, au tournant du siècle, on considérait que plus du quart de la population africaine souffrait de faim chronique.¹⁰

Les chefs d'État africains se sont réunis en 2003 dans un premier effort pour tenter de surmonter cette situation intolérable. Ils ont lancé un Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) et se sont engagés à investir 10 % de leur budget national dans l'agriculture et le développement rural.¹¹ Mais ces engagements sur le papier ne se sont pas traduits (ni à l'époque ni à ce jour) en beaucoup d'actions concrètes.¹² Puis est venue la crise alimentaire mondiale de 2007-2008. Suite aux émeutes entraînées par les prix des denrées alimentaires, les gouvernements africains ont à nouveau promis des mesures urgentes pour accroître les disponibilités alimentaires et la production nationale, certains promettant même de revenir aux années d'autosuffisance alimentaire d'antan.¹³

Au lendemain de cette crise alimentaire, plusieurs initiatives majeures visant à accroître la production alimentaire nationale ont été lancées en Afrique, la plupart étant étroitement coordonnées avec des bailleurs de fonds étrangers et des agences multilatérales. Certaines de ces initiatives sont à l'échelle du continent, comme la Nouvelle Alliance du G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique ou la stratégie « Nourrir l'Afrique » de la Banque africaine de développement. D'autres sont régionales, comme « L'Offensive Riz » de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ou nationales, comme la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (GOANA) lancée par l'ancien président du Sénégal, Abdoulaye Wade. Certains gouvernements africains, pour

⁸ Manitra A. Rakotoarisoa, Massimo Iafrate et Marianna Paschali, « Why has Africa become a net food importer ? » FAO, 2011 : <http://www.fao.org/3/a-i2497e.pdf>

⁹ Ibidem

¹⁰ NEPAD, « Comprehensive Africa Agriculture Development Programme » (« Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine »), novembre 2002 : <http://www.fao.org/3/y6831e/y6831e00.htm#TopOfPage>

¹¹ Voir la Déclaration de Maputo : <https://www.nepad.org/caadp/publication/au-2003-maputo-declaration-agriculture-and-food-security> ; et NEPAD, « Comprehensive Africa Agriculture Development Programme », novembre 2002 : <http://www.fao.org/3/y6831e/y6831e00.htm#TopOfPage>

¹² En 2010, seuls huit gouvernements africains avaient atteint l'engagement de 10 % et, comme le notait ActionAid, l'objectif politique primordial était de soutenir le secteur agroalimentaire et non les besoins réels des agriculteurs africains. Voir ActionAid, « Fair shares: is CAADP working ? » mai 2013 : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fair_shares_caadp_report.pdf

¹³ L'Afrique n'était pas la seule à manifester un regain d'intérêt pour l'autosuffisance alimentaire. Voir Jennifer Clapp, « Food self-sufficiency : Making sense of it, and when it makes sense », Food Policy, janvier 2017 : <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2016.12.001>

limiter les importations de produits alimentaires et soutenir la production nationale, ont également adopté des mesures qui n'existaient pas avant la crise, telles que des réserves alimentaires, des droits d'importation ciblés, des quotas, un contrôle des changes et même l'interdiction de certains produits alimentaires.